

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 01/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### KAPA REYNOLDS

51 Boulevard de la République  
51-57- ESPACE LUMIERE BAT 4  
78400 Chatou

Références : UBDEO.2025.07.227.KC  
Code AIOT : 0030100259

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement KAPA REYNOLDS implanté Z.I Les Genétais 6 Route du Manoir 27460 Alizay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KAPA REYNOLDS
- Z.I Les Genétais 6 Route du Manoir 27460 Alizay
- Code AIOT : 0030100259
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KAPA REYNOLDS est autorisée par arrêté préfectoral du 29 septembre 2016 à exploiter un entrepôt sur la commune d'Alizay.

Cet établissement est soumis à enregistrement pour son activité de stockage de produits, matières combustibles, pour un volume autorisé de 71 300 m<sup>3</sup>.

Chaque cellule de stockage a respectivement 4 312 m<sup>2</sup> et 2 816 m<sup>2</sup>

L'exploitant exerce également une activité de stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, classée à déclaration (rubrique 4320-2).

La quantité totale d'aérosols autorisée est de 149 tonnes.

L'inspection a été menée par sondage.

L'ensemble des installations ont été visitées durant la visite.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Site de Léry

En vue de la préparation de la visite d'inspection du 18/06/2025 sur le site d'Alizay, l'exploitant a transmis un document officiel de synthèse de la société KAPA REYNOLDS relatif à la situation administrative de son site de Léry, par courriel du 10/06/2025.

Il a mentionné dans ce courriel que cet établissement secondaire a été fermé, le 31/05/2025.

Aussi, suite à la transmission de ce document officiel, un point a été réalisé sur la situation administrative de ce site durant cette visite car aucune notification pour la cessation d'activité totale de cette ICPE n'avait été communiquée à l'inspection avant cette inspection.

En séance, l'exploitant rappelle qu'il a procédé à la clôture définitive de son établissement de Léry, le 05/06/2025 sur le site internet [Entreprendre.Service-Public.fr](https://www.Entreprendre.Service-Public.fr).

Toutefois, l'inspection lui a indiqué qu'il doit effectuer rapidement la cessation d'activité totale de cette installation classée pour la protection de l'environnement classée à déclaration avec contrôle périodique, sous la rubrique 1510 car il ne savait qu'il devait effectuer cette démarche.

Aussi, dans le cadre de la notification de la cessation d'activité totale du site de Léry, la société KAPA REYNOLDS devra faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de la cessation du site de Léry ont été menées conformément au code de l'environnement.

Elle transmettra au plus tôt ainsi son attestation de mise en sécurité, dite ATTES-SECURE conformément à l'article R512-66-3 du code de l'environnement.

La liste des bureaux d'études certifiés pour chaque domaine d'attestation est disponible sur la page du LNE dédiée à la Certification réglementaire Sites et Sols Pollués au paragraphe "Liste des entreprises certifiées".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Vérification de l'installation de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Mur de protection projetée autour de la réserve incendie existante	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Contrôle périodique du rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accessibilité des fiches de	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	données de sécurité (FDS)		

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Situation administrative du site au titre de la rubrique 1510

Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [...], l'exploitant communiquera officiellement son positionnement au titre de la rubrique 1510 ainsi que son bilan de mise en conformité pour cette installation 1510 **[Mise en demeure ; délai : 2mois]**.

### Etat des matières stockées

L'exploitant disposera d'un état des matières stockées faisant le lien avec les produits ou matières dangereuses stockées visés par les rubriques ICPE (rubriques 4XXX, 1510,...) ; le site pouvant stocker des matières dangereuses (gels, aérosols...) **[délai : 2 mois]**.

### Etat des matières stockées d'information de la population

L'exploitant rendra plus intelligibles les informations figurant dans l'état des matières stockées à destination du public [délai: 2 mois].

### Plan de défense incendie

L'exploitant formalisera et transmettra son plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié **[délai : 2 mois]**. Ce PDI pourra inclure la procédure de « Gestion d'incendie » du site si l'exploitant le souhaite.

### Installation de désenfumage

L'exploitant effectuera la réception de son installation de désenfumage **[délai : 2 mois]**.

Il justifiera que cette installation de désenfumage est assurée par des exutoires de fumée s'ouvrant de manière automatique ou manuelle dont la surface représente au minimum 2 % de la surface au sol **[délai : 2 mois]**.

### Installations électriques

L'exploitant transmettra son plan d'actions à jour, suite aux observations du rapport de vérification des installations électriques (IE) du 03/10/2024 **[délai : 2 mois]**.

Il définira une fréquence pour réaliser une coupure de ses IE, en cas d'impossibilité de réaliser certains contrôles, lors de chaque vérification annuelle pour cause d'impossibilité de réaliser cette coupure électrique.

Lors du prochain contrôle périodique de ses IE, en 2025, il procédera à un contrôle complet de ces installations électriques, au plus tard avant le 03/10/2025.

### Mur de protection pour la réserve incendie existante

L'exploitant communiquera l'emplacement choisi pour la réserve incendie projetée sur le site en lieu et place du mur de protection en transmettant un porter à connaissance avant la mise en œuvre de ce projet **[délai : 3 mois]**.

### Contrôle périodique du rejet des eaux pluviales

L'exploitant procédera à une analyse du rejet de ses eaux pluviales **[délai : 3 mois]**.

Les résultats de ces mesures des eaux pluviales devront être transmis à l'inspection, accompagnés

de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées dans le mois qui suit la réception.

#### Visite des installations

L'exploitant poursuivra ses actions de formation sur l'utilisation des RIA car lors de la visite des installations, le salarié qui a voulu tester le RIA, situé au niveau du quai d'expédition sur demande de l'inspection n'a pas réussi à le faire fonctionner car il était bloqué; il ne savait pas qu'il avait été mis en position hors gel. C'est un autre salarié (de la maintenance) qui a pu faire fonctionner ce RIA en réussissant cette fois-ci à l'ouvrir et à le manipuler pour apprécier le débit d'eau délivré.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu d'évolutions/de modifications de ses activités, depuis la dernière visite du 01/10/2021. L'inspection a fait un point sur la situation administrative du site au titre de la rubrique 1510, suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement car l'exploitant n'avait pas adressé son courrier à l'inspection concernant son positionnement 1510. Dans ce cadre, il devait évaluer l'impact de la nomenclature modifiée pour son site et transmettre sa déclaration de demande d'antériorité avant le 1er janvier 2022 en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement. Il indique ne pas avoir évalué l'impact de ce changement pour son site ; le bilan de conformité au titre de cette rubrique n'ayant pas été transmis à l'inspection avant le 1er janvier 2022. Il a été établi en séance que : 1°) Au sens de la rubrique 1510, la société KAPA LOGISTIC Alizay est considérée comme une installation existante car la demande d'enregistrement initiale du pétitionnaire a été effectuée avant le 1er juillet 2017. Pour rappel, avant 2021, l'entrepôt était classé sous la rubrique 1510. Il était constitué de 2 cellules (A et B). Cet entrepôt n'est pas équipé de murs coupe-feu et de portes coupe-feu entre ces 2 cellules. Aussi, ces 2 cellules constituent donc une installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage de matières ou produits combustibles (IPD) au sens de l'arrêté du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A partir du 1er janvier 2021, en effet, l'entrepôt constitué des cellules A et B est considéré comme une IPD unique? une installation existante. Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement, le site d'Alizay reste donc soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510.

2°) Du point de vue de l'arrêté du 11/04/17 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, seuls les annexes V (point III) et VIII de cet arrêté du 11/04/17 qui s'appliquent au site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2016.

Pour cela, suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [...], l'exploitant communiquera officiellement son positionnement au titre de la rubrique 1510 ainsi que son bilan de mise en conformité pour cette installation 1510 **[délai :2 mois]**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il a changé son logiciel de gestion des stocks. Il a fait une démonstration de ce logiciel de gestion des stocks à l'inspection afin de générer un état des matières stockées du jour sur demande de l'inspection. Ce logiciel de gestion des stocks permet à partir de filtres de fournir la quantité, l'emplacement des matières stockées (allées) par familles réglementaires. Ces familles réglementaires désignent des groupes de familles technologiques (cosmétiques, hygiène dispositifs médicaux, entretien, biocides, bazar, électriques, alimentaires, articles logistiques). L'exploitant précise que le site peut stocker des piles. Ces matières stockées sont répertoriées dans le groupe de familles « électriques ». Le jour de la visite, il y avait 660 palettes contenant des piles. D'après l'état des matières stockées du jour présenté, les piles ont été rattachées à la rubrique 1510 alors qu'elles relèvent pas de cette rubrique. L'état des matières stockées du jour ne fait aucun lien avec les matières dangereuses stockées (substances ou mélanges visés par les rubriques ICPE, 4XXX) ; le site pouvant stocker des matières dangereuses (gels, aérosols...). La quantité de matières stockées pour chaque famille réglementaire désigne un volume en fonction du nombre de colis, du nombre de pièces et du poids net de chaque palette. La quantité de matières combustibles dans l'entrepôt doit être estimée en tonnes conformément à la nomenclature des ICPE en vigueur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant disposera d'un état des matières stockées faisant le lien avec les produits ou matières dangereuses stockés visés par les rubriques ICPE (rubriques 4XXX, 1510,...) ; le site pouvant stocker des matières dangereuses (gels, aérosols...) [délai : 2 mois].

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Etat des matières stockées d'information de la population**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat du jour

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet



de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

#### **Constats :**

L'inspection a consulté l'état synthétique des matières stockées du jour.

L'exploitant a opté pour un classement de ces matières par groupe de familles technologiques (cosmétiques, hygiène dispositifs médicaux, entretien, biocides, bazar, électriques, alimentaires, articles logistiques).

Toutefois, ce classement ne fait aucun lien avec les matières dangereuses stockées (substances ou mélanges visés par les rubriques ICPE, 4XXX) et les classes de dangers.

Cet état synthétique ne permet donc pas de fournir une information adaptée à la gestion des risques pour les substances, produits, matières présentes au sein de chaque zone d'activités ou de stockage au vu de la désignation des familles de produits proposées par l'exploitant.

L'exploitant a toutefois la possibilité toutefois de disposer de la quantité, de l'emplacement des piles stockées dans l'entrepôt même si l'état des stocks présenté ne fait pas le lien avec les dangers physiques des produits, matières présentes dans l'entrepôt à partir de filtres.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant rendra plus adaptée à la gestion des risques les informations figurant dans l'état des matières stockées à destination du public **[délai: 2 mois]**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Accessibilité des fiches de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Disponibilité des FDS

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les FDS du site sont accessibles 24h/24 sur le réseau du site et internet. Il a présenté la fiche de données de sécurité du gel hydroalcoolique stocké sur le site. Cette FDS est conforme au règlement n°1907/2006 (REACH) et CLP. Elle est rédigée en langue française et a été révisée le 09/04/2021. L'exploitant s'assurera que cette FDS n'a pas été mise à jour, depuis sa dernière révision.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à</p>

disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

#### Constats :

L'exploitant a présenté la procédure de « Gestion d'incendie » du site pour justifier qu'il respecte l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.

Cette procédure décrit les modalités de gestion d'un incendie et des personnes présentes sur le site le cas échéant.

L'inspection a précisé à l'exploitant que cette procédure est incomplète car elle ne comporte pas :

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de l'annexe II ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalisera et transmettra son plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié **[délai : 2 mois]**. Ce PDI pourra inclure la procédure de « Gestion d'incendie » du site si l'exploitant le souhaite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : Vérification de l'installation de désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

Le désenfumage est assuré par des exutoires de fumées dont la surface représente au minimum 2 % de la surface au sol. Les exutoires de fumées s'ouvrent :

<p>automatiquement, un fusible sensible à la température déclenche l'ouverture de l'exutoire, manuellement par actionnement des commandes de désenfumage, ces commandes sont facilement accessibles.</p> <p>[...]</p> <p>Les moyens d'incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 10/06/2025, l'exploitant a indiqué avoir transmis le rapport de contrôle des installations de désenfumage de 2023. Or, après consultation, il s'agit du rapport de contrôle de la détection incendie de novembre 2023.</p> <p>En séance, l'exploitant déclare que l'installation de désenfumage existante a été remplacée en partie, en 2022.</p> <p>Il précise qu'il ne dispose pas des rapports de contrôle de l'installation de désenfumage car l'installateur de cette installation n'a pas encore effectué la réception de cette installation, selon ces déclarations.</p> <p>Il précise qu'il a toutefois fait contrôler et tester son installation de désenfumage, dans le cadre des travaux de reprise des réseaux de cuivre réalisés sur l'ensemble des 2 cantons de désenfumage au niveau du quai dechargement, le 10/04/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant effectuera la réception de son installation de désenfumage <b>[délai : 2 mois]</b>.</p> <p>Il justifiera que l'installation de désenfumage de l'entrepôt est assurée par des exutoires de fumée s'ouvrant de manière automatique ou manuelle dont la surface représente au minimum 2 % de la surface au sol <b>[délai : 2 mois]</b>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Vérification des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de vérification des IE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à une vérification de ses installations électriques, le 03/10/2024 et 25/09/2023 par une entreprise extérieure.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques (IE) du 03/10/2024 mentionne des observations. Mais, il conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie/ou d'explosion.</p>

<p>Les observations formulées durant ce contrôle du 03/10/2024 portent sur les tableaux des installations de basse tension de la cellule de stockage B et le coffret de la zone d'éclairage 3 ; du bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES) de la cellule de stockage A.</p> <p>Le rapport de vérification des IE du 25/09/2023 mentionne une observation. Mais, ce rapport conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie/ou d'explosion.</p> <p>Il s'agit d'une observation qui porte sur une baie de brassage de la cellule de stockage A dont le matériel est inadapté aux conditions d'influences externes dans la zone où il est installé.</p> <p>Lors de ces contrôles du 03/10/2024 et 25/09/2023, l'exploitant a procédé à un contrôle partiel de ses IE car certains équipements ou locaux n'ont pas pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation. Seules des coupures partielles ont été réalisées durant ces contrôles.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra définir une fréquence pour réaliser une coupure de ses installations électriques en cas d'impossibilité de réaliser certains contrôles pour cause d'impossibilité de réaliser une coupure électrique de ces IE, lors de chaque contrôle annuel des IE</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra son plan d'actions à jour suite aux observations du rapport de vérification des installations électriques (IE) du 03/10/2024 [délai : 2 mois].</p> <p>Il définira une fréquence pour réaliser une coupure de ses IE, en cas d'impossibilité de réaliser certains contrôles, lors de chaque vérification annuelle pour cause d'impossibilité de réaliser cette coupure électrique.</p> <p>Lors du prochain contrôle périodique de ses IE, en 2025, il procédera à un contrôle complet de ces installations électriques, au plus tard avant le 03/10/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : Mur de protection projetée autour de la réserve incendie existante**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire disponible pour le SDIS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,</li> <li>de RIA situés à proximité des issues. Les RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</li> <li>d'une réserve d'eau incendie de 180 m3 et équipé de raccords alimentant les RIA et d'une plate-forme d'aspiration accessible en permanence au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).</li> <li>d'un poteau d'incendie de 100 mm normalisés (NFS.61.213) piqué par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 60 m3/h, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200), placé à moins de 100 mètres des bâtiments par les chemins praticables.</li> </ul>

<b>Constats :</b>  c.f: partie confidentielle
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant communiquera l'emplacement choisi pour la réserve incendie projetée sur le site en lieu et place du mur de protection en transmettant un plan à connaissance, avant la mise en œuvre de ce projet [délai : 3 mois].
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Contrôle périodique du rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de contrôle du rejet des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection son dernier rapport de contrôle des eaux résiduelles, daté de décembre 2021.

Les résultats d'analyses du 20/12/2021 sur le rejet des eaux pluviales étaient globalement conformes aux valeurs limites de l'arrêté ministériel, à l'exception du pH qui est de 9,8 et 8.8 pour les 2 échantillons prélevés MS21-07279.001 et MS21-07279.002; et des MES qui est de 415 mg/l au lieu de 100 mg/l pour l'échantillon MS21-07279.001.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procédera à une analyse du rejet de ses eaux pluviales[délai : 3 mois].

Les résultats de ces mesures des eaux pluviales devront être transmis à l'inspection, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées dans le mois qui suit la réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois